

Charles-Edouard Houllier-Guibert

RÉSO - UNIVERSITÉ DE RENNES II
ESO - UMR 6590 CNRS

INTRODUCTION

Dans les ensembles résidentiels, la diversité des métiers a fait disparaître une forme de cohésion dans le cadre de l'habitat, qui autrefois, permettait une solidarité plus forte. Lors des crises économiques qui touchaient un corps de métier, tout un quartier réagissait avec des commerçants en aidant les habitants dans un mode de solidarité organique où chacun est dépendant des autres (Durkeim, 1930). Désormais, l'anomie est postulée comme la relation collective entre les habitants d'une ville.

Lorsque je me suis installé en mars 2006 dans le quartier rennais du Blosne, je me suis retrouvé, comme c'est le cas pour de nombreux nouveaux habitants, dans une solidarité mécanique, avec un mode de vie individualiste, où chacun peut ou doit mener une vie autonome. Le point commun des habitants de ce quartier est moins lié à l'emploi qu'au non-emploi ou plus largement à des difficultés sociales : familles jeunes, monoparentales, bénéficiaires du RMI, population en tutelle ou curatelle, personnes handicapées,

doctorants non-financés (!) c'est-à-dire des ménages souvent en difficulté sur le marché du travail et plutôt fragiles financièrement, qui rassemblent des critères sociaux facilitant l'exclusion. Habiter en HLM et être écarté de la vie professionnelle s'accompagnent de contacts plus rares et d'un sentiment de solitude ou d'ennui plus marqué, même si le Blosne abrite une population plus socialisée que la moyenne des ZUS du territoire national (2002).

Comme l'a démontré Yves Grafmeyer (1991), il est difficile de parler d'une véritable sociabilité de voisinage dans la mesure où la proximité spatiale n'implique en elle-même aucune obligation de donner, de recevoir ou de communiquer. Ce qui est valorisé, c'est plutôt un voisinage fait d'un mélange de distance et de reconnaissance mutuelle entre résidents qui se prêtent des manières de vivre similaires ou du moins acceptables même s'ils n'appartiennent pas au même monde. Quand aux fréquentations proprement dites, elles sont rares, sélectives et se limitent en général à quelques échanges de visites ou de menus services, sauf bien sûr si d'autres éléments procèdent ou renforcent le simple fait de la co-présence dans le même immeuble. Souvent les interactions se réduisent au strict minimum : « on se salue, mais on ne fréquente guère », « ici tout le monde se connaît de vue ». Ainsi, la présence dans le quartier est-elle à la fois vécue comme naturelle et présentée comme indifférente.

C'est ce qui se passe dans l'immeuble où j'ai emménagé. C'est une de ces grandes tours d'habitation de 88 logements sur 15 étages, appartenant à un ensemble de 5 tours situées sur la place de Prague et qui totalisent près de 1600 habitants. Ce texte se propose comme le récit personnel d'un doctorant qui, au fur et à mesure de son quotidien, s'est mis, sans le savoir, à faire du terrain sur son lieu d'habitation. Après une présentation sommaire du quartier sur le plan des politiques sociales et la perception qui en découle, il est intéressant de se pencher sur l'apport d'un banal ascenseur pour le lien social, lieu exigu qui devient un vecteur de communication de proximité.

UN QUARTIER MAL PERÇU

Construit entre 1960 et 1975, Le Blosne est l'un des quartiers les plus importants de la ville de Rennes: il représente 9,3 % de la population rennaise. Anciennement ZUP, il se compose d'un habitat collectif à 90 %, dont près de 53 % de logements sociaux (4 200 logements). La morphologie urbaine hiérarchisée en trois niveaux (quartiers, mailles, îlots) marque fortement l'organisation de la vie sociale en diverses unités de voisinage. La présence d'espaces verts reste un atout important du quartier, qui s'étend sur 3 kilomètres de long et 1,2 kilomètre de large. Situé entre le Landrel, la Biquenais et le quartier Sainte-Elizabeth, à quelques pas de l'hôpital Sud et du centre culturel le Triangle, « ma tour » propose uniquement des logements sociaux. Quatre bailleurs HLM sont présents au Blosne, dont une forte présence d'Archipel Habitat, l'office de la communauté d'agglomération de Rennes, qui gère la totalité des logements de la tour.

Le recensement de 1999 constate que la population du quartier est très jeune. Elle se caractérise par la part très importante des moins de 20 ans qui constituent 27,6 % des habitants. Le quartier du Blosne est doté d'équipements locaux satisfaisant à caractère aussi bien social, socioculturel que sportif (2002). Cependant, au regard de sa composition sociale, il existe un déficit de moyens humains concernant la capacité d'accueil des jeunes et jeunes adultes. Le lien social n'est pas particulièrement soutenu par les aménités du quartier.

Sur le plan social, la zone urbaine sensible du Blosne est l'un des quartiers qui concentre le plus d'étrangers en Bretagne (1998) et aussi la zone rennaise où le plus d'automobiles ont brûlé à l'automne 2005 avec notamment une dizaine d'automobiles dans la nuit du 4 au 5 novembre 2005. Dans un classement étonnant qui circule sur l'internet, le quartier est classé 119^e le plus mouvementé, en tant que « cités en guerre », sur les 244 zones sensibles retenues. Quartier où se mêlent tchadors, casquettes de « racaille » et autres signes ostentatoires sur la place du marché de Zagreb, le samedi matin, les places de stationnement sont occupées, chaque week-end par les camions d'artisans turcs, très nombreux à habiter les tours de Prague, tout comme les marocains et depuis deux ans la population africaine, selon Dominique Renault, agent de médiation d'Archipel

Habitat (2006). L'ensemble de ces données participe à la construction des représentations de ce quartier et à son image plutôt négative à cause des stéréotypes qui positionnent le Blosne comme l'une des zones les plus insécuritaires de Rennes.

Il est important de souligner que le sentiment d'insécurité est davantage exprimé par les populations extérieures au quartier. Ils perçoivent le Blosne comme la « zone qui craint », tandis que les résidents sont 82 % à juger leur quartier agréable à vivre et 36 % déclarent qu'aucun problème particulier ne les dérange, ce qui est relativement positif pour un territoire classé prioritaire dans le cadre de la politique de la ville. De plus, 64 % des personnes jugent leur quartier sûr ou plutôt sûr, ce qui est une proportion supérieure de 10 points à celle des ZUS de France (2002). Globalement, l'attachement au quartier des habitants est proche des résultats de l'ensemble de Rennes: 46 % ont le sentiment d'appartenir « très ou assez fortement » à leur quartier (47 % pour tout Rennes) et 35 % moyennement (35 % pour Rennes).

Néanmoins, avec une analyse plus fine (enquête TMO), on constate que seulement 39 % des habitants se déclarent très ou assez satisfaits de la sécurité la nuit quand le résultat est de 51 % sur l'ensemble de la ville. Le jour, le sentiment de sécurité est juste considéré comme assez satisfaisant. On peut enfin noter que les habitants du parc social sont nettement moins nombreux que ceux du privé à trouver leur quartier sûr (59 % contre 74 %); peut-être parce qu'ils sont davantage confrontés aux dégradations quotidiennes des habitations sociales qui ne sont pas suffisamment appropriées pour être correctement entretenues.

Pour contrebalancer cette image et pour améliorer l'atmosphère quotidienne, des actions sont mises en place par Archipel Habitat: un agent de proximité dans chaque immeuble est l'interlocuteur privilégié des résidents en cas de problème lié au logement; un agent de médiation peut intervenir en cas de litige avec les voisins; des sociétés d'entretiens sont disponibles pour des problèmes spécifiques (plomberie de l'appartement, ascenseur) et dès qu'un problème survient dans le domicile, un agent technique fait l'état des lieux et propose des solutions souvent prises en charge par Archipel Habitat. La mise en place de ce système apparaît même comme un privilège vis-à-vis des résidents des logements privés qui ne peuvent compter que sur

eux-mêmes et leur porte-monnaie ou bien négocier avec le bon vouloir du propriétaire pour remédier aux problèmes d'habitation. En outre, des correspondants de nuit proposent leur aide de 22h30 à 3h30, en cas de nuisances diverses. Ils assistent notamment les personnes isolées en se rendant dans la pharmacie de nuit la plus proche afin d'apporter les médicaments de première urgence. Leur rôle est surtout d'être une oreille attentive pour ceux qui ont des angoisses nocturnes afin de susciter un lien social minimum. Enfin, dans une optique de service permanent, Archipel Habitat a mis en place le « week-end contact », un numéro de téléphone qui permet de joindre un agent de proximité du samedi dès 8 heures jusqu'au dimanche à 20 heures, ainsi que les jours fériés. Actuellement, le directeur de l'agence Sud d'Archipel Habitat, située au cœur du Blosne, réfléchit au nettoyage des parties communes le week-end. En effet, le dimanche soir, l'état des entrées d'immeuble est souvent considéré comme trop sale par les résidents, tandis que les cages d'escalier des étages sont souvent d'un niveau de propreté correct dans la mesure où les locataires nettoient à tour de rôle le palier commun et une partie de l'escalier jusqu'à l'étage inférieur.

LA RÉHABILITATION DE LA PLACE DE PRAGUE

Une étude urbaine globale est engagée au Blosne afin d'améliorer la qualité des espaces publics, renforcer la diversification des activités économiques et développer la mixité sociale dans l'habitat. Le programme de l'ANRU comporte aussi la réhabilitation d'une part significative du parc de logements pour une meilleure qualité de vie des habitants. Ainsi, trois tours de la place de Prague sont les dernières du quartier à connaître une réhabilitation qui va durer 18 mois à partir du printemps 2007 : mise en œuvre d'un bardage extérieur, nouvelles fenêtres en double vitrage, nouveaux chauffages, nouvelle plomberie... les travaux vont faire partie du quotidien des habitants. Les ascenseurs vont aussi être remplacés, après le changement des portes en 2005, suite à différents drames médiatisés, comme ceux d'Amiens ou de Strasbourg. En apprenant le remplacement des ascenseurs, j'ai souhaité discuter avec ceux qui coordonnent le chantier afin de connaître leurs choix à propos de ce moyen de transport qui parcourt plusieurs centaines de kilomètres par an.

L'ascenseur a un fonctionnement particulier qui est, dans un premier temps, perçu comme une faiblesse : il n'enregistre pas la commande lorsque plusieurs personnes appuient à la suite sur les boutons d'étage souhaités. Le premier bouton sélectionné empêche toute autre commande électronique et il faut attendre que l'étage demandé soit desservi pour en commander un autre. Si quelqu'un appuie sur le 14^e étage, celui qui veut se rendre au 4^e doit donc attendre que l'ascenseur desserve le 14^e pour ensuite redescendre. Ce fonctionnement peut paraître aberrant dans un immeuble dont les ascenseurs fonctionnent en permanence avec, aux heures de pointes, des files d'attente au rez-de-chaussée. Cette impossibilité d'enregistrement m'a été présentée par les habitants comme un manque de technologie au sein d'immeubles tout aussi vétustes : « Ici, ça n'enregistre pas, ce n'est pas moderne ».

Le directeur de l'agence Sud d'Archipel Habitat¹ m'a expliqué que ce fonctionnement est une nécessité face à la petite délinquance. En effet, les enfants de l'immeuble ou de l'extérieur ont parfois l'envie d'appuyer sur tous les boutons afin que l'ascenseur desserve chaque étage, ce qui ralentit le transit. Les ascenseurs sont aussi adaptés pour atténuer toute dégradation : de l'inox sur les parois afin d'éviter les tags et la lacération, une lumière sous vitre plastifiée afin que les néons soient protégés, l'absence de bouton Stop et seulement le bouton Alarme obligatoire. Le sol est en inox, il n'y a pas de moquette ; le néon n'est pas tamisé ; une plaque de défoulement remplace l'habituel miroir qui agrandit le lieu ; il n'y a donc pas d'aménités évoquant la qualité mais plutôt des éléments de sécurité qui ont pour but d'éviter les incivilités.

Les difficultés occasionnées sont surtout les blocages à domicile pour les personnes âgées ou les personnes handicapées des hauts des immeubles. Lors de réparations récentes qui ont immobilisé les ascenseurs plusieurs semaines, les aides d'Handistar² n'ont été mises en place qu'après les échos de la presse sur la situation dégradante pour les habitants qui étaient contraints de monter les étages avec poussettes et achats alimentaires dans des escaliers de secours paupants – l'article *Ouest-France* vaut le détour.

1- qui a fait le DEA de géographie de Rennes 2 dans les années 1990, mais c'est un autre sujet

2 -Système d'aide de transport mise en place par la société des transports publics locale

LE LIEU ASCENSEUR ET LA COMMUNICATION OBLIGÉE

La situation sociale d'un groupe de personne dans un ascenseur est assez cocasse. Dans tous les ascenseurs d'habitation ou de bureau, lorsqu'il y a plus de 10 étages à traverser, le moment dure un certain temps - trop longtemps -, ce qui laisse place à des gênes sociales où chacun adopte des stratégies d'évitement, se positionne de manière à ne pas croiser le regard de l'autre, fixe son regard sur ses chaussures ou sur les numéros d'étage qui défilent, comme pour vérifier que le n° 3 précède bien le n° 4. La respiration est concentrée pour ne pas souffler sur l'autre, les corps sont figés pour ne pas toucher l'inconnu et chacun espère que la porte s'ouvre au plus vite pour rompre le silence pesant de ce court voyage partagé. Lorsque les habitants de l'immeuble où j'habite sont rassemblés dans un des deux ascenseurs pour entrer ou bien sortir de chez eux, ils se retrouvent dans un espace clos qui ne peut accueillir que sept personnes maximum.

Face aux fragmentations des groupes et des espaces, les individus mettent en place un enchaînement de situation d'interaction. Armel Huet (1987) met en avant plusieurs niveaux de relations entre individus. Il hiérarchise la situation de coexistence où chacun se côtoie sans relations sociales, avec ignorance comme c'est le cas dans la rue, les transports, au travail avec des collègues du même bâtiment ou des voisins. Dans cette situation, chacun est seul, avec un comportement face à des inconnus ou l'autre est considéré comme un individu. Dans la situation de colocalité, où chacun se côtoie, certes sans se rencontrer mais sans ignorance, lorsque les regards se croisent par exemple, l'autre est davantage qu'un individu, il est sujet. La troisième situation est la connexité, c'est-à-dire une colocalité sociale où le bonjour-bonsoir est mis en place. L'autre est considéré comme une personne, se sent en sécurité car un minimum de relation sociale est instauré. Ce type de relation peut aboutir à des prêts de denrées alimentaires, de clés du domicile pour arroser les plantes, d'une aide exceptionnelle (maladie, accident), ou d'une invitation au mariage et à l'enterrement. Enfin, la situation la plus engageante est la communauté où il y a un échange de paroles et services dans le cadre du métier ou de la contribution sociale. On construit des relations et des solidarités durables.

En tenant compte d'un autre découpage, on remarque que parmi les quatre situations relationnelles décrites par Michel Agier (1999), le transport en ascenseur d'habitation est une situation de passage, marquée par l'individualisation et le balisage spatio-temporel, comme les moments de transits en métro, le passage à l'hôtel, des moments impersonnels propre à l'espace urbain. Pourtant, dans l'ascenseur de mon immeuble, c'est plutôt une situation ordinaire qui a lieu à chaque voyage, celle qui correspond à un espace délimité que l'on retrouve quotidiennement, où l'on a des habitudes, comme au bureau de travail, en salle de cours, dans des espaces que l'on pratique tous les jours et où l'on a créé une familiarité.

J'ai pu constater dans cet ascenseur, des situations ordinaires qui permettent le passage de la colocalité vers la connexité. Les usagers doivent échanger entre eux, afin de savoir qui va à quel étage et ainsi optimiser le déplacement. Bien sûr, les rapports dans l'ascenseur sont restreints mais une brèche est ouverte et chacun peut entrer en relation avec l'autre car le silence est rompu et ce grâce au dispositif de non-enregistrement des étages.

La communication est réduite à l'oralité, souvent les regards continuent de s'éviter et les gens se répondent sans se rencontrer visuellement. De même, ceux des étages supérieurs ont le réflexe de se placer au fond de l'ascenseur mais il n'empêche que le silence est rompu, ce qui peut atténuer les craintes liées à l'image du quartier. Je ne peux m'empêcher de penser à ce jour où je me suis trouvé dans l'ascenseur avec 4 autres personnes: il y avait une vieille femme de 84 ans, atteinte de la maladie d'Alzheimer; une femme dont on essaie de deviner l'âge en observant juste son regard puisque c'est la seule partie de son corps qu'elle laisse voir, drapée dans son habit noir qui l'enveloppe de la tête au pied; une troisième femme qui revient de la boulangerie et qui parle très mal français quand on se met à bavarder sur le pain du quartier; et puis ce jeune homme, baraqué, trapu, avec la casquette à l'envers et son survêtement trop large, qui doit avoir 16-18 ans mais en paraît 25 et qui a lui seul va occuper un bon quart de l'espace ascenseur. C'est lui qui est entré le dernier, c'est donc lui qui est chargé d'appuyer sur le bouton. Je peux vous dire que lorsque vous le voyez arriver vers l'ascenseur, avec sa démarche adaptée aux pratiques des « jeunes du quartier », faussement cool

et rebondissante, qui exprime une assurance sociale ou du moins le fait croire, vous ne pouvez vous empêcher de penser que vous êtes le seul homme dans cet espace réduit, qu'une communication collective éventuelle va être difficile à instaurer, par conséquent, sans entrer dans des peurs sociales démesurées, une pointe d'inquiétude peut surgir en vous. Pourtant, le moment où ce jeune homme entre dans l'ascenseur et demande à tous « quel étage ? », afin d'évaluer sur quel bouton il va appuyer, la mise en place d'une oralité de voisinage créé un climat de confiance.

Lors de ma rencontre avec le directeur de l'agence Sud d'Archipel Habitat, ce dernier m'a affirmé que ce système de non-enregistrement serait maintenu dans ces ascenseurs lors de la réhabilitation pour des raisons de sécurité. Je l'ai espéré et lui ai demandé de tout faire pour le conserver... pour des raisons sociales. Mais en mai 2007, les travaux des ascenseurs (4 millions d'euros pour 250 ascenseurs) ont démarré pour mettre en place une borne d'enregistrement des numéros. Depuis quelques semaines, la communication a évolué et les échanges sont quasi-inexistants. L'ascenseur du Blosne ressemble à tous les autres ascenseurs. Ce qui était perçu comme un retard technologique dont ne bénéficiaient pas les populations les plus pauvres, avait l'avantage d'impulser un minimum de communication. Certes la connexité est un échange résiduel qui n'atténue pas les forts isolements que connaissent les habitants de ces grands immeubles, mais l'anomie est réduite par des convivialités minimes.

Les deux ascenseurs de cet immeuble incarnent le seul lieu commun des 88 logements, le seul endroit où l'on voit qui sont nos voisins³. Actuellement, la culture du Bonjour persiste dans le hall d'entrée et dans l'ascenseur. Cette culture a certainement été mise en place en cohérence avec la nécessité de dialoguer pour connaître l'étage sur lequel appuyer. Cette courtoisie de voisinage va-t-elle continuer ?

3- Plus précisément, « où l'on voit la moitié des voisins de l'immeuble ». En effet, l'ascenseur pair ne permet de rencontrer que les habitants des étages pairs et il en est de même pour les étages impairs. La mise en place des enregistrements d'étage a duré 4 semaines pour chaque ascenseur. Par conséquent, l'utilisation d'un ascenseur a été effectuée par l'ensemble des habitants pendant 8 semaines et beaucoup ont rencontré de nouveaux visages jamais vus auparavant.

4- Le 1er août 2007, une femme a été agressée dans l'ascenseur pair, frappée simultanément par quatre jeunes mineurs.

CONCLUSION

Dans les quartiers rennais du Blosne et de Maurepas, 16 % des agressions ou des actes de violences ont lieu dans les parties communes des immeubles⁴. J'ose penser que la connexité mise en place dans cet ascenseur a pu atténuer les risques de violence car des personnes ont échangé oralement, avec politesse et respect. Finalement, cet ascenseur, au départ conçu pour éviter les dégradations, joue le rôle de lien social entre des voisins, qui certes ne deviendront pas amis, mais déploient une cordialité agréable dans un lieu exigu au sein d'un quartier réputé comme dangereux. Il est dommage que les actuels choix d'aménagement, peut-être liés aux plaintes des habitants qui ont le sentiment d'être dans des ascenseurs vétustes « qui n'enregistrent même pas les numéros », ne permettent plus ce type de communication minimale. Ces dernières semaines, chaque voisin regarde les numéros rouges sur les nouveaux cadrans lumineux et personne ne se parle.

Références bibliographiques

- Agier M., 1999, *L'invention de la ville*. Édition des archives contemporaines, 176 pages
- Durkheim E., 1893/1930, *De la division du travail social*, PUF, 416 pages
- Grafmeyer Y., 1991, *Habiter Lyon, milieux et quartier du centre-ville*, Presse universitaire de Lyon, Édition du CNRS, 219 pages
- Huet A., 1987, *Du résident à l'habitant, la conquête de la civilité*, université de Rennes II, collection LARES, 246 pages
- *Octant* n° 90, juin 2002, articles « Territoires prioritaires du contrat de ville. Les habitants du Blosne et de Maurepas jugent leur quartier », pp. 10-15; et « Lien social au Blosne et à Maurepas », pp. 16-19
- *Octant* n° 76, décembre 1998, Le chômage dans les zones urbaines sensibles, pp. 11-17
- *Plaisir d'habiter* n° 2 – avril 2006, le journal d'Archipel Habitat distribué dans les boîtes aux lettres.
- *Enquête TMO-Ouest-France*, non-datée, « Adieu ZUP Sud, bonjour Le Blosne »
- « La mort de Bilal dans une cage d'ascenseur: Tout le contraire d'un processus accidentel », *Libération*, 5 septembre 2005
- *Ouest France*, éd. Rennes, du jeudi 26 avril 2007